



Pourquoi nous avons dit : « NON au Traité »

Le gouvernement a fait approuver le Traité pour la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) dit de « règle d'or » européenne pour réduire les déficits. Ce projet de loi a été voté par une majorité de députés et sénateurs de gauche ...mais aussi de droite.

La logique libérale et financière européenne poursuit son chemin.

Seuls quelques courageux députés, dont ceux du MRC, s'y sont opposés.

François Hollande avait donné sa parole et il a été largement soutenu grâce à cet engagement:

« ... Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre 2011 en privilégiant la croissance et l'emploi, en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction »

Le traité « Merkozy » n'a pas été renégocié, ni modifié d'une virgule. Bien sûr, sans débat véritable avec ceux qui l'ont fait élire sur une autre politique, celle d'une croissance pour nous faire sortir d'une crise qui sera sans doute aussi longue que celle de 1929.

Le résultat est bien maigre malgré des annonces médiatiques plutôt réussies. Qu'on en juge 120 milliards d'investissements supplémentaires annoncés mais seulement la moitié sont réellement nouveaux. Une goutte d'eau par rapport à l'ampleur de la crise et aux besoins réels de 1000 milliards sur 5 ans nécessaires à une véritable relance (Le ministre Arnaud MONTEBOURG l'a d'ailleurs confirmé en évaluant ces investissements nécessaires à un minimum de 120 milliards par an)...Compte tenu des besoins prioritaires de pays comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et l'Italie que restera-t-il pour les autres ?

La vérité sur ce traité :

- Les Etats doivent réduire leur dette en 3 ans, au rythme d'1/20ème par an. La France, doit passer de 87 % du PIB (sa dette à ce jour) à 60 % soit 1,35 % du PIB, ce qui représente, 26 milliards chaque année. Sans croissance (0% pour 2012) c'est une gageure.

- La France a inscrit la règle « d'or » européenne dans une loi organique et met en place un mécanisme automatique de correction « qui ne sera pas soumis à la délibération parlementaire ». Comme l'a rappelé le Conseil Constitutionnel « *la Loi Organique doit respecter le traité qui a une valeur supérieure à la loi* ».

La différence est que le législateur donne sa tête à couper lui-même au lieu d'être décapité par la hache constitutionnelle.

Ce traité nécessite un approfondissement du débat sur deux questions déterminantes :

- une monnaie unique trop chère par rapport à l'ensemble du monde : comment rendre compétitives nos productions industrielles et lutter contre les délocalisations ? L'exemple le plus éclairant est celui de l'AIRBUS qui fabrique désormais plus de 50% hors de la zone euro.

La monnaie unique est inadaptée à la diversité humaine, géographique, démographique, économique et politique de l'Europe.

Nom :Prénom.....

Adresse :CP..... Ville.....

Courriel :@.....

Je souhaite prendre contact ; Je souhaite recevoir des informations

BP 83 14203-Hérouville Cedex mrc.calvados@orange.fr P.06 81 30 17 42



C'est pourquoi nous avons toujours défendu **la monnaie commune qui est la monnaie du réel, la monnaie du projet commun et de solidarités construites autour des nations qui sont les briques de base de la démocratie.**

L'euro resterait la devise commune de tous les pays européens qui le souhaitent : ceux de la zone euro et ceux qui se sont tenus jusqu'ici à l'écart. *L'euro serait utilisé dans les transactions internationales et les monnaies nationales recréées ne seraient convertibles qu'en euro.* Cette monnaie commune, à travers des parités négociées, tiendrait compte des écarts de compétitivité qui se sont creusés. Elle permettrait aux pays du sud de l'Europe de rendre leurs industries plus compétitives.

Nous ne pouvons pas accepter une Europe coupée en deux, donc peu solidaire, dont l'une, **l'Europe du Nord se réserverait une industrie à forte valeur ajoutée et l'autre, le sud, qui serait voué aux activités de services et aux petits boulots.**

- **l'Europe fédérale** : cette question lancinante depuis plus de 30 ans révèle en réalité, pour ceux qui à gauche la défendent, une absence de projet progressiste qui permettrait des avancées sociales, donc une réduction des inégalités et plus de justice, pour tous. Il faudrait par ailleurs des transferts financiers considérables, notamment pour l'Allemagne à qui cela coûterait 8,5% minimum de produit intérieur brut (PIB), ce qu'elle n'acceptera jamais. Par ailleurs quelques chiffres sont éclairants, le budget européen n'est que de 1,2 % alors que la moyenne des prélèvements obligatoires de l'ensemble des pays de la zone euro est de 40% du PIB. Le porter à 5%, 10%, 20% comme certains le suggèrent est impraticable.

Il faut prendre en compte cette réalité et le slogan démagogique et sans perspective de « plus de fédéralisme » est aujourd'hui du « pain béni » servi sur l'autel d'un projet européen ultra libéral.

Pour les fédéralistes, toute réussite s'explique par l'Europe, et tout échec par le manque d'Europe. Cette foi du charbonnier les aide à dormir à poings fermés et à faire de jolis rêves.

Jean JAURES disait : « *Le courage c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel* ».

Après le déni de démocratie y aura-t-il le déni de réalité ?

Alors demain à quoi serviront donc nos députés et sénateurs? **C'est la souveraineté populaire qui est bafouée.** Il ne faut pas s'étonner que d'élections en élections les électeurs soient toujours de plus en plus nombreux à s'abstenir. *Le vote d'extrême droite va trouver là encore un terreau propice à ses thèses.*

Nous nous opposons à ce traité qui ne pourra d'ailleurs pas s'appliquer face aux nouvelles difficultés à venir. Nous avons invité tous les députés et sénateurs à le rejeter. *Celles et ceux qui l'auront approuvé, et c'est leur droit, doivent avoir la cohérence et l'honnêteté de dire, puisqu'ils n'auront plus à voter les recettes et les dépenses de la nation, qu'ils se sont soumis à l'oligarchie financière et qu'ils ont abandonné les couches populaires.*

Car **cette orientation libérale, sert la rente et non la production.** Le discours financier est toujours le même, il faut baisser les coûts par la réforme : *du marché du travail, la remise en cause des retraites, la réduction de salaire, la baisse des budgets sociaux, de santé et d'éducation, les privatisations.* Chez nous, face aux réactions d'une grande partie de la gauche, cette politique est plus progressiste elle ne s'attaque pas aux budgets sociaux, de santé et d'éducation mais la réforme du marché du travail, la baisse des charges et des salaires sont à l'ordre du jour...

Mais demain avec 500 000 chômeurs en plus qu'en sera-t-il ?

**Parce que nous ne sommes pas des incendiaires, nous voulons la réussite de la gauche.
Rendez-vous fin 2013 lors du débat budgétaire.**